

Extrait du registre des délibérations

Le jeudi 30 juin 2022, à 18h10,

Le conseil communautaire de Caen la mer, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, en l'hémicycle de la communauté urbaine, sous la présidence de Joël BRUNEAU, Président.

Date de convocation : 24/06/22

Nombre de membres en exercice :	111
Nombre de membres présents :	79
Nombre de votants :	98

PRÉSENTS :

En tant que titulaires : Madame Annie ANNE, Madame Brigitte BARILLON, Monsieur Romain BAIL, Madame Alexandra BELDJOUDI, Monsieur Erwann BERNET, Monsieur Martial BORDAIS, Madame Florence BOUCHARD, Monsieur Didier BOULEY, Monsieur Michel BOURGUIGNON, Madame Pascale BOURSIN, Monsieur Joël BRUNEAU, Madame Hélène BURGAT, Madame Élodie CAPLIER, Monsieur Christian CHAUVOIS, Monsieur Bruno COUTANCEAU, Madame Virginie CRONIER, Monsieur Dominique DUVAL, Monsieur Christian DELBRUEL, Monsieur Fabrice DEROO, Madame Emmanuelle DORMOY, Monsieur Gilles DÉTERVILLE, Monsieur Sébastien FRANÇOIS, Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Monsieur Jean-Paul GAUCHARD, Monsieur Dominique GOUTTE, Monsieur Aurélien GUIDI, Madame Béatrice GUIGUES, Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Monsieur Franck GUÉGUÉNIAT, Madame Élisabeth HOLLER, Madame Béatrice HOVNANIAN, Madame Magali HUE, Monsieur Patrick JEANNENEZ, Monsieur Philippe JOUIN, Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Monsieur Michel LAFONT, Madame Lynda LAHALLE, Monsieur Jérôme LANGLOIS, Monsieur Xavier LE COUTOUR, Monsieur Stéphane LE HELLEY, Monsieur Michel LE LAN, Madame Maria LEBAS, Monsieur Patrick LECAPLAIN, Monsieur Marc LECERF, Monsieur Patrick LEDOUX, Madame Nadine LEFÈVRE-PROKOP, Monsieur Patrick LESELLIER, Monsieur Frédéric LOINARD, Monsieur Lionel MARIE, Monsieur Mickaël MARIE, Madame Agnès MARRETEUX, Madame Jacqueline MARTIN, Monsieur Richard MAURY, Monsieur Marc MILLET, Madame Baya MOUNKAR, Madame Sylvie MOUTIERS, Monsieur Rudy NIEWIADOMSKI, Monsieur Aristide OLIVIER, Madame Céline PAIN, Monsieur Michel PATARD-LEGENDRE, Monsieur Raymond PICARD, Monsieur Marc POTTIER, Madame Catherine PRADAL-CHAZARENC, Madame Emilie ROCHEFORT, Monsieur Emmanuel RENARD, Monsieur Thierry RENOUF, Madame Ghislaine RIBALTA, Monsieur Serge RICCI, Monsieur Dominique ROUZIC, Monsieur Yves RÉGNIER, Monsieur Thierry SAINT, Monsieur Pierre SCHMIT, Monsieur Olivier SIMAR, Monsieur Pascal SÉRARD, Monsieur Rodolphe THOMAS, Madame Béatrice TURBATTE, Monsieur Ludwig WILLAUME, Madame Sonia DE LA PROVÔTÉ, Madame Maryline LELÉGARD-ESCOLIVET.

EXCUSÉ(S) AYANT DONNÉ POUVOIR : Monsieur Dominique RÉGEARD à Monsieur Pierre SCHMIT, Madame Nathalie DONATIN à Monsieur Yves RÉGNIER, Madame Ginette BERNIÈRE à Madame Agnès MARRETEUX, Monsieur Nicolas ESCACH à Madame Amandine FRANÇOIS-GOGUILLON, Monsieur Francis JOLY à Monsieur Rudy L'ORPHELIN, Monsieur Théophile KANZA MIA DIYEKA à Madame Béatrice GUIGUES, Madame Clémentine LE MARREC à Monsieur Aurélien GUIDI, Madame Marie-Chantal REFFUVEILLE à Monsieur Lionel MARIE, Madame Catherine AUBERT à Madame Hélène BURGAT, Madame Agnès DOLHEM à Madame Ghislaine RIBALTA, Madame Isabelle MULLER DE SCHONGOR à Monsieur Romain BAIL, Madame Sophie SIMONNET à Monsieur Aristide OLIVIER, Monsieur Jean-Marc PHILIPPE à Monsieur Joël BRUNEAU, Monsieur Nicolas JOYAU à Monsieur Bruno COUTANCEAU, Monsieur Laurent MATA à Monsieur Erwann BERNET, Madame Nathalie BOURHIS à Monsieur Michel LE LAN, Madame Nelly LAVILLE à

Conseil communautaire - séance du jeudi 30 juin 2022

Monsieur Michel LAFONT, Monsieur Vincent LOUVET à Monsieur Jean-Paul GAUCHARD, Madame Cécile COTTENCEAU à Monsieur Emmanuel RENARD.

EXCUSÉ(S) : Monsieur Raphaël CHAUVOIS, Madame Véronique DEBELLE, Monsieur Bertin GEORGE, Monsieur Gérard HURELLE, Monsieur Jacques LANDEMAINE, Monsieur Christian LE BAS, Monsieur Benoît LERÉVÉREND, Monsieur Philippe MARS, Monsieur Gabin MAUGARD, Monsieur Pascal PIMONT, Monsieur Ludovic ROBERT, Madame Sara ROUZIÈRE, Monsieur Damien DE WINTER.

Le conseil nomme Monsieur Franck GUEGUENIAT secrétaire de séance.

N° C-2022-06-30/06 - AMÉNAGEMENT ET URBANISME RÉGLEMENTAIRE - BÉNOUVILLE - RÉVISION ALLÉGÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - MODIFICATION DU RETRAIT OBLIGATOIRE DES CONSTRUCTIONS LE LONG DE LA RD 515 - BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRÊT

Contexte

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) communal de Bénouville a été approuvé par délibération du conseil municipal le 10 janvier 2011.

Le projet de développement de la commune repose sur la poursuite du développement de l'habitat et le renforcement de son attractivité du point de vue économique. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de développement soutenu par le PLU, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Clôture a été créée par délibération du conseil municipal le 18 novembre 2019. Il s'agit d'une opération à dominante d'habitat qui prévoit également l'accueil de services et d'activités associées.

Le projet de La Clôture est un secteur d'une superficie d'environ 12 hectares qui pourra accueillir 210 nouveaux logements, maximum, complété par la dynamisation de l'espace commercial vieillissant attenant. Par cette opération, l'ambition de Bénouville est de créer un « *quartier -village* », qualitatif, agréable à vivre et ouvert sur le reste de la commune. Il résulte de nombreuses années de réflexions.

Actuellement, le périmètre de la ZAC est classé en zone 2AUM (zone d'urbanisation future mixte) au PLU de la commune de Bénouville.

Une procédure de modification pour ouverture à l'urbanisation a été engagée par délibération du conseil communautaire du 12 Décembre 2019 pour ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUM. L'ensemble des justifications et motivations a, dès lors, déjà été précisé.

Objet de la révision allégée du PLU

Selon le principe de constructibilité limitée des entrées de ville posé par l'article L. 111-6 du Code de l'urbanisme, la loi institue une bande de recul des constructions nouvelles de part et d'autre des voies à grande circulation, en dehors des espaces urbanisés des communes.

La voie départementale RD 515 (Route de Ouistreham) génère, en tant qu'axe routier de grande circulation, des marges de 75 mètres de recul des constructions nouvelles. Cela impacte directement la ZAC de La Clôture sur la totalité de la frange Ouest de son périmètre.

Le dossier spécifique a été réalisé conformément à la délibération de prescription et selon les conditions de l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme sous la forme d'une « étude entrée de ville ».

La marge de recul des constructions nouvelles est désormais justifiée à 40 m à l'Est de la RD 515 dans la zone 2AUM du PLU communal.

Bilan de la concertation

L'action publique repose de plus en plus sur l'information et la mise en place d'un dialogue constructif avec les populations concernées.

La concertation a été doublement menée toujours dans le sens de la meilleure information du public :

- A la fois par la commune sous la forme d'une concertation préalable engagée dans le cadre du dossier de création de la ZAC communale,
- Et par Caen la mer pour répondre aux besoins spécifiques de la révision allégée du PLU.

Les deux étapes de concertation et d'information du public se sont succédées et se sont donc complétées.

- Modalités de concertation préalable menées dans le cadre de la création de la ZAC communale de la Clôture (conformément à l'article L. 103-2, L. 300-2 et L. 300-4 du Code de l'Urbanisme).

Le bilan de cette concertation avec le public a été tiré en conseil municipal le 28 mai 2018 et elle s'est déroulée de la façon suivante :

- Mise à disposition d'un dossier de présentation du projet ainsi que les travaux réalisés dans le cadre des ateliers participatifs de la ZAC communale,
- Mise à disposition d'un registre afin de permettre aux habitants de déposer une contribution (avis, remarques, propositions, observations et interrogations). Elle s'est déroulée du 19 Mars au 20 Avril 2018 aux jours et heures d'ouverture de la mairie.

Les thèmes qui ont été abordés sont les suivants :

- Les formes urbaines et les densités,
- Accès et circulations, passerelle pour les mobilités douces,
- Cadre de vie, paysage et biodiversité, gestion des eaux pluviales,
- Nuisances,
- Concertation et travail partenarial,
- Renforcement du parcours résidentiel et maintien de la mixité programmatique.

C'est un processus de concertation qui a permis, en plus, d'informer l'ensemble des parties prenantes du projet tout en leur permettant de donner leurs avis et de faire évoluer le projet favorablement à la prise en compte des attentes de la population.

- Modalités de la concertation définies pour la révision allégée n°1 du PLU :

La concertation a été réalisée dans le respect des formes édictées dans la délibération de prescription de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Bénouville. Elle s'est tenue de manière continue et a été réalisée selon les modalités suivantes :

- Mise en place d'une page dédiée au projet de la Clôture via une plateforme numérique participative permettant aux habitants de poser des questions, donner leur avis et proposer des idées également (approche sous forme de questions),
- Mise à disposition d'un registre destiné à recueillir l'avis du public pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée n° 1 en mairie de Bénouville et au siège de la communauté urbaine Caen la mer,
- Création d'une page dédiée sur le site internet de la commune, informant des évolutions de la procédure et des modalités de concertation.

La délibération de prescription de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme du 28 Janvier

Conseil communautaire - séance du jeudi 30 juin 2022

2021 a été affichée en mairie (certificat municipal du 5 Février 2021) et un avis administratif a été publié dans le journal Ouest-France (édition du 11 Février 2021).

Les modalités de concertation annoncées ont été correctement menées.

Deux observations ont été envoyées par courrier électronique en mairie et annexées dans les registres disponibles. Elles concernent deux associations locales :

- « H2 eaux » envoyé le 10 Juin 2021,
- « Bénouville environnement » envoyé le 11 Juin 2021.
- Les observations transmises ont permis de constater l'intérêt des habitants pour le projet en particulier sur la démarche environnementale, urbaine et paysagère envisagée.

La concertation a permis de clarifier les points suivants :

- o Mise en place des mesures pour lutter contre la pollution sonore (merlon, barrières végétales) et atmosphérique ;
- o Précisions sur le programme de la ZAC communale en termes de mobilité douce, cheminements piétonniers et cyclables, accompagnement paysager et densité de l'habitat ;
- o Précisions sur la procédure de révision allégée du PLU et la hiérarchie des normes réglementaires ;
- o Suppression des terres agricoles.

Une observation a été mise sur le site internet de la commune de Bénouville : elle relaie les observations de l'association Bénouville Environnement qui ont été envoyées en commune.

En conséquence, la mutualisation de la concertation communale et de la concertation communautaire a permis :

- Un travail efficace,
- Une mise en commun des remarques et des observations,
- Et une vision commune du développement du secteur.

Les habitants et les acteurs ont pu avoir une vision cohérente du projet et des procédures d'urbanisme, ce qui a permis d'avoir une cohésion dans les messages délivrés durant les temps consacrés à ces deux concertations successives et complémentaires.

Le bilan de la concertation pour la révision allégée du PLU de Bénouville n'est pas de nature à remettre en cause le projet présenté, au contraire il va permettre de l'améliorer.

Une fois le projet arrêté, il sera soumis pour avis aux personnes publiques associées dans le cadre d'une réunion d'examen conjoint organisée par Caen la mer puis proposé aux habitants par l'organisation d'une enquête publique. Il sera ensuite soumis à l'approbation du conseil communautaire.

VU le code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.151-1 et suivants, R.151-1 et suivants, et les articles L.153-14 et R.153-3 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2021 prescrivant la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme communal de Bénouville et fixant les modalités de la concertation ;

VU le bilan de la concertation pour le projet de Zone d'Aménagement Concerté communale de la Clôture tiré en conseil municipal le 28 mai 2018,

VU les pièces du dossier de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme et notamment le

Conseil communautaire - séance du jeudi 30 juin 2022

rapport de présentation intégrant l'évaluation environnementale, l'étude entrée de ville, les pièces réglementaires (plan de zonage et règlement écrit) ;

VU la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 29 avril 2021 de soumettre la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;

VU la concertation publique qui s'est parfaitement déroulée selon les modalités rappelées dans le bilan de la concertation présenté ci-avant ;

VU l'avis favorable de la commission « Aménagement de l'espace et urbanisme réglementaire » du 17 juin 2022 ;

CONSIDERANT que ce projet a fait l'objet d'une concertation adaptée aux enjeux de développement de la commune de Bénouville et que le projet est prêt à être arrêté et à être transmis pour avis aux personnes consultées en application des articles L. 153-16 et L. 153-17 du code de l'urbanisme ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré :

APPROUVE le bilan de la concertation prévue par la délibération prescrivant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme communal de Bénouville,

ARRETE le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme communal de Bénouville tel qu'il est annexé à la présente délibération,

DIT que la présente délibération fera l'objet des mesures réglementaires de publicité,

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de monsieur le président. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AUTORISE le président ou son représentant à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote : Unanimité

Transmis à la préfecture le – 6 JUIL. 2022

Affiché le – 6 JUIL. 2022

Identifiant de l'acte

Exécutoire le – 6 JUIL. 2022

Le Président,

Joël BRUNEAU



